

Une toilette publique autonettoyante bientôt installée dans le centre-ville

Réclamée par de nombreux habitants, une première toilette publique va faire son apparition dans le centre de Soignies. La Ville vient d'obtenir son permis d'urbanisme et les travaux sont prévus dès la fin du mois d'août.



© LT/D.C.

Les Sonégiens de passage dans le centre-ville pourront bientôt se soulager sans devoir nécessairement pousser la porte d'un café : depuis quelques mois, la Ville a pour projet d'installer une toilette publique ; elle a récemment obtenu le feu vert. « C'était une demande importante de la part des citoyens ».

bienne Winckel (PS). Un besoin pressant ne se contrôle pas et découle parfois d'une condition médicale. Si l'ONU considère l'accès aux toilettes

la pratique, en Belgique et particulièrement dans les villes de plus petite taille et à la campagne, ce n'est pas toujours évident. On répond donc à un

La cabine prendra place sur la petite placette située entre le centre culturel Victor Jara et la rue des Orphelins, en plein cœur du centre-ville, tout en restant dans un espace relativement discret. Le permis d'urbanisme a été délivré le 16 juillet dernier.

DÉBUT OCTOBRE

Particularité : « Il s'agira d'une toilette autonettoyante », souligne la bourgmestre, avec un système qui fonctionnera après chaque utilisation. « On va passer aussi par une entreprise privée pour venir de temps en temps nettoyer ». La bour-

même au civisme : « Il compte vraiment sur le respect des gens pour permettre à ce qui en ont besoin de l'utiliser dans de bonnes conditions. » Fin août ou début septembre les équipes communales prépareront le terrain avec la pose d'une dalle en béton de l'évacuation. Les travaux suivront, avant l'installation de la toilette publique début octobre. Le projet représente un investissement de 80.120 €. La Ville a obtenu en 2022, une subvention de 66.418,60 euros de la Région wallonne.

Soignies internationale monument

par Thomas Catteau

Soignies



SOIGNIES

Ainsi, en 2021, 26348 Bruxellois avaient bénéficié d'un plan de paiement contre 19280 l'année précédente (+ 36,66%). En 2023, la hausse atteignait 26,73%, 12,71% en 2024 et 10,76% l'année passée. 42 061 propriétaires bruxellois ont bénéficié d'un tel plan.

■ En 4 fois à Bruxelles, 12 fois en Wallonie

TAXES

À Bruxelles, près d'un propriétaire sur cinq a demandé un plan de paiement l'an dernier. Depuis le début du mois de juillet 2026, le nombre de demandes a explosé de 36%.

Les avertissements extraits de rôle pleuvent dans les boîtes aux lettres depuis le début d'un été caniculaire. Mais pour de nombreux propriétaires, c'est la douche

disse (+10,35%). À Bruxelles, Saint-Josse-ten-Noode frappe le plus fort avec une hausse de plus de 20,42%, devant Koekelberg (+25,88%), Ganshoren (+19,75%), Auderghem

ou un étalement pour payer leur précompte immobilier, contre environ 65.000 en 2024 et 58.000 en 2023. L'impact de l'augmentation des centimes additionnels au précompte immobilier dans plusieurs communes se fait déjà fortement ressentir au sein de l'administration fiscale. Entre le 1^{er} juillet de cette année – date des premiers envois

NAAST

La ferme du Château se relève de l'incendie et



Une liqueur, un spritz et un gin à la fraise. © David Claes

cools à base de fraises issues de sa production, en collat avec la distillerie Plus Outre, à Binche.

LORE THOUVENIN

Quelques jours après l'incendie qui a détruit un hangar de la Ferme du Château, à Naast, emportant avec lui du fourrage et du matériel agricole coûteux, Ghislain Waymbergh a lancé de nouveaux produits plutôt inhabituels pour une exploitation agricole. C'est

avec « un genou à terre mais le regard droit sur l'horizon, toujours déterminé que nous vous présentons nos 3 bébés de la saison : une liqueur, un spritz et un gin à la fraise. » Un timing qui relève « du pur hasard », puisque le projet était dans les cartons depuis bien avant le sinistre, mais qui est plus que bienvenu. « Il y avait un regard sur nous, et j'avais justement la

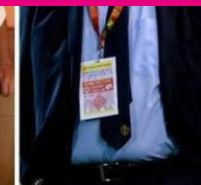
de Binche. La fraises sont l'alcool. « Ils macèrent pe maines, puis de la distilla adapté le n'épices, etc. »

■ UN REGAIN DE FRÉQUENTATION De cette production sont s

Soignies Sports. En les choses se sont faites, petit à petit, depuis le début d'année, pour en arriver aujourd'hui à une toute nouvelle organisation qui n'est encore qu'à ses balbutiements mais s'avère nécessaire selon David Delfière, président du club. « Une reorganisation interne était nécessaire car nous n'étions que trois ou quatre dans le comité », résume celui qui a gardé pas mal de casquettes au sein des instances du football belge. Vice-président national du Conseil Supérieur, membre du Conseil Supérieur FFA.



DT4 – Bibliothèques, ludothèque & EPN



LA GAZETTE NOUVELLE

La Libre BELGIQUE

DH LES SPORTS+

LE SOIR

ACTV ANTENNE CENTRE TELEVISION

Revue de presse du lundi 31 août 2026



“Prenez un contrat fixe avant lundi soir !”

ÉNERGIE

Vers une explosion du prix du gaz et de l'électricité début septembre ? Tout savoir pour se protéger avant l'hiver.

Gaz, électricité, mazout, carburants, etc. Ces dernières semaines, les nouvelles ne sont pas bonnes, sur les marchés de l'énergie. Les tarifs du gaz et de l'électricité devraient (à nouveau) augmenter en septembre. Pour certains ménages, la fin août constitue donc une dernière chance pour signer un contrat d'énergie à un prix acceptable, ou du moins supportable.

Et si les nouvelles grilles tarifaires qui sortiront le 1^{er} ou le 2 septembre ne sont pas encore connues, les marchés laissent peu de place au doute. “Le 5 août, le gaz était à 52 euros

le MWh. Il atteint aujourd'hui 68 euros, soit une hausse de 30%”, observe Maxime Sonkes, CEO de Comparateur-Energie.

Selon ses calculs, cette évolution pourrait entraîner une augmentation de 15 à 20% des offres de gaz en septembre.

“Tout indique que septembre ne va pas améliorer la situation”

L'électricité suit la même direction, mais plus modérément. Son prix de gros est passé de 124 à 142 euros le MWh en août, soit environ 15%. Les fortes

chaleurs ont limité la production de centrales nucléaires françaises (dont la Belgique dépend en partie): l'eau des rivières utilisée pour leur refroidissement était trop chaude.

Les fournisseurs devraient dévoiler leurs tarifs fixes lundi, avant le calcul des variables mardi. “Tout indique que septembre ne va pas améliorer la situation. Goldman Sachs estime même que le gaz pourrait atteindre 100 euros le MWh cet hiver”, avertit Vincenzo Bartoluccio, project manager chez Mr Énergie.

■ Qui doit agir immédiatement ?

Le conseil vise surtout les consommateurs qui veulent un contrat fixe ou dont le contrat arrivera à échéance entre août et décembre. “Ceux qui souhaitent un fixe ont intérêt à le

prendre avant lundi soir. Après, il sera beaucoup plus cher”, prévient Maxime Sonkes.

Avec un tarif variable, changer maintenant aura moins d'effet puisque le prix continuera à suivre le marché.

Il faut néanmoins comparer les promotions qui peuvent disparaître. “Ce choix convient davantage aux ménages prêts à supporter une facture plus élevée durant les prochains mois dans l'espoir de profiter ensuite d'un recul des cours”, résume Vincenzo Bartoluccio.

■ Bloquer aujourd'hui pour commencer plus tard

Autre possibilité moins connue: un contrat qui se termine en janvier n'empêche pas de profiter du tarif du mois d'août. Le



■ Pour certains, la fin août constitue une dernière chance pour signer un contrat d'énergie à un prix acceptable. © CHARVAMALOUJ

consommateur peut recourir au "renouvellement anticipé": il souscrit maintenant, mais indique une date de prise d'effet ultérieure. "Selon les fournisseurs, le début peut être reporté de six à douze mois, tout en profitant du prix actuel. La majorité accepte douze mois", précise Maxime Sonkes.

Il ne faut toutefois pas changer aveuglément.

Vincenzo Bartoluccio cite le cas d'un client engagé depuis février, lorsque les conditions étaient

favorables: rompre après six mois n'aurait aucun intérêt. "Avant de signer, il faut donc retrouver sa dernière facture, identifier le nom exact du produit, son caractère fixe ou variable et sa date d'échéance, puis comparer le coût annuel estimé, pas uniquement le prix du kWh. Il faut aussi vérifier la redevance fixe, les réductions conditionnelles et les éventuels frais perdus lors d'un départ anticipé", résume enfin Vincenzo Bartoluccio.

Thibaut Van Hoof

Faut-il constituer ses réserves dès maintenant ?

Dans un contexte aussi tendu, le prix du mazout demeure volatil et pourrait encore flamber. Par contre, les tarifs du bois de chauffage et des pellets restent stables avant la saison de chauffe.

"Le gaz et le mazout coûtent actuellement de 10 à 12 centimes par kWh, contre environ 8 centimes pour le pellet et entre 6 et 7 centimes pour les bûches", calcule Ludovic Charlotieux, chargé de projet Bois-énergie chez Valbiom.

Le mazout est reparti à la hausse, mais ni le pellet ni le bois, ce qui est une bonne nouvelle. "La Belgique produit plus de pellets qu'elle n'en consomme. Le sac est passé de 5,43 à 6,19 euros, une progression mesurée. Le stère de bois suivi par Valbiom atteint 126 euros et oscille entre 123 et 129 euros depuis début 2025. Attention, ce prix pour un stère représente le prix maximum observé en magasin. En circuit local, le bois se

trouve parfois entre 70 et 80 euros le stère."

"Je conseille de faire ses réserves avant la saison de chauffe, car les prix peuvent augmenter lorsque tout le monde en a besoin", explique Ludovic Charlotieux. Avril ou mai restent les périodes idéales, mais il est encore utile d'anticiper. Mais sans suracheter. Car accumuler plus que nécessaire vide les stocks et crée une demande artificielle, et donc une hausse des prix."

La prudence est plus grande pour le mazout. Damien Ernst relève la baisse des réserves de diesel, le peu de volume venant du Moyen-Orient et les difficultés russes. Les tensions géopolitiques pourraient provoquer un choc. Remplir partiellement sa cuve réduit donc le risque, sans miser tout son budget sur un marché en dents de scie.

Thibaut Van Hoof

Tous les voyants passent progressivement au rouge

Gaz à 70 euros, diesel sous pression et réserves stratégiques trop faibles : va-t-on vers une nouvelle crise énergétique ?

Les jours passent, et les tensions sur les marchés de l'énergie ne retombent pas. Une situation conjuguée à des réserves stratégiques très basses, et le retour prochain de la période de chauffe. Analyse de la situation.

“Cela ne se présente pas bien, et le “pas bien” peut devenir horrible”

Pour commencer, le gaz européen approche 70 euros le MWh, après l'annonce d'une interruption de volumes qataris jusqu'en novembre. “Il faut expliquer que 70 euros, c'est déjà une crise énergétique majeure. Durant le cœur de l'hiver 2022-2023, nous étions plutôt autour de 60 euros”, souligne Damien Ernst, professeur à l'Université de Liège.

Il y a un an, nous entamions le mois de septembre avec un prix d'environ 30 euros le MWh. “Une habitation chauffée au gaz consomme en moyenne 17,5 MWh par an. Avec un écart de 40 euros par MWh par rapport à l'hiver précédent, la hausse annuelle se chiffre en centaines d'euros et pourrait approcher 1000 euros”.

■ Des stocks remplis trop tardivement

L'autre problème, c'est que les réserves stratégiques sont faiblement remplies, ce qui va provoquer des tensions sur les marchés, quand tous les pays voudront les remplir en même temps. “Nous avons beaucoup trop attendu. À la sortie de l'hiver, nous avons rêvé : entre mars et juin, nous pensions récupérer les volumes du Qatar et voir les prix diminuer avant d'acheter. Ces volumes ne sont pas revenus”, regrette Damien Ernst.

prise des frappes sur les infrastructures énergétiques du Moyen-Orient. Des analystes avec lesquels je suis en contact jugent qu'une reprise des attaques avant la mi-septembre reste possible. Ce scénario pourrait tendre encore les prix du diesel et du mazout.”

De plus, une attaque ukrainienne contre les installations gazières de la péninsule russe de Yamal constitue un autre risque. “L'Ukraine possède désormais des drones capables d'atteindre cette région stratégique.”

Selon Damien Ernst, la situation est donc critique, et il reproche aux autorités et aux marchés de sous-estimer le danger. “J'ai l'impression que nous avançons de nouveau les yeux fermés vers une crise. Tous les feux sont rouges et disent “danger”, mais nous ne le réalisons pas”.

Il compare la situation au début août dans les Hautes Fagnes, avant l'incendie. “Les conditions d'un embrasement étaient réunies sans que toutes les précautions soient prises. C'est

La comparaison avec 2021 inquiète. À la fin de cet été-là, prélude à la crise de 2022, le gaz venait de franchir 40 à 42 euros le MWh et les réserves étaient davantage remplies. "Aujourd'hui, le prix approche 70 euros et les stocks sont moins confortables. Deux facteurs sont donc plus aggravants qu'en 2021", résume-t-il.

■ Le diesel sous pression

Une situation au moins aussi tendue se dessine pour le mazout et les carburants. Selon le professeur, la Russie, exportatrice historique de diesel, devient importatrice, tandis que peu de volumes arrivent du Moyen-Orient. "Cela ne se présente pas bien, et le "pas bien" peut devenir horrible s'il y a une re-

comme si nous avançons dans un entonnoir dont les parois se resserrent. Nous ne savons pas ce qu'il y aura au bout, mais cela ne présage rien de bon, nous entrons dans un piège. Et la situation se dégrade de semaine en semaine".

Thibaut Van Hoof



■ Damien Ernst, professeur à l'Université de Liège, analyse la situation. © FLÉMAIL

Plus de 190 000 euros par an pour les top managers wallons

ARGENT PUBLIC

Les big boss auront une rémunération fixe, qu'ils aient 10 ou 30 ans d'ancienneté. Soit une hausse plus importante que prévu.

Jacqueline Galant (MR) a fait adopter fin juillet une réforme majeure de son mandat: celle de la haute fonction publique wallonne, qui modifie les procédures de désignation des dirigeants des administrations wallonnes et communautaires. Le texte, critiqué par le Conseil d'État et par l'opposition (PS, Ecolo, PTB), pourrait faire l'objet de recours de la CSC et de la CGSP, qui dénoncent un manque de concertation.

■ "Enfumage complet"

Pour Stéphane Hazée (Ecolo), le gouvernement Dolimont a "caché l'ampleur des augmentations salariales prévues". Le chef de groupe au parlement wallon décrit un "enfumage complet" et une "tromperie".

"Il y a eu tromperie de Jacqueline Galant", accuse Stéphane Hazée

La réforme touche des dizaines de postes de direction: SPW, Awex, Forem, ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Ifapme,

Famiwal, Etnic, IFPC, EAP, SWL, ONE, Forem, etc.

Au printemps, les gouvernements Azur (Wallonie et Fédération Wallonie-Bruxelles) avaient annoncé s'être accordé sur une augmentation salariale comprise entre 4% et 12% selon les mandats. Sous pression de l'opposition et des médias, la ministre Galant avait fini par reconnaître que les hauts fonctionnaires seraient désormais payés

comme s'ils avaient tous 30 ans d'ancienneté, indépendamment de leur ancienneté réelle. Auparavant, le plafond de calcul de l'ancienneté s'arrêtait à 22 ans en FWB et à 30 ans en Région wallonne.

■ Salaire fixe de 30 ans

L'arrêté publié par le gouvernement wallon au mois de juillet l'indique de façon limpide: "La rémunération annuelle brute, non indexée, des emplois de hauts managers" est une "rémunération fixe, quels que soit l'ancienneté et les services prestés précédemment".

Concrètement, l'emploi

d'administrateur général est fixé à 88 336,14 euros non indexés, soit 191 221,24 euros bruts par an une fois appliqué le coefficient d'indexation en vigueur (2,1647 depuis le 1er mars 2026). Avant la réforme, pour un même poste, le traitement avec 30 ans d'ancienneté était de 173 612,21 euros, de 158 060,53 euros avec 15 ans d'expérience et de 140 111,42 euros avec 6 ans.

Pour un barème A2, le traitement non indexé s'établit à 79 253,00 euros, soit 171 559,08 euros une fois indexés. Avant, il était de 66 115,99 euros pour 30

ans d'ancienneté, soit 143 121,28 euros. Et 128 042,09 euros pour 6 ans.

C'est en disséquant ces chiffres que Stéphane Hazée s'est aperçu que les hausses citées par la ministre Galant étaient incorrectes. "Même avec 30 années d'ancienneté fictive, l'augmentation n'est pas de 12% mais de 13%. Avec 15 ans d'ancienneté, l'évolution passe de 21% à 23%."

Dans le cas de figure où un dirigeant entrerait sans ancienneté, le saut dépasserait alors les 44%.

■ "Inadmissible"

Le député vert dénonce le choix de ces hausses dans un contexte de suppression des repas scolaires et de hausse du minerval mais juge surtout inadmissible que le gouvernement ait "maquillé des informations" aux parlementaires. L'enjeu est démocratique, ajoute-t-il. Si une ministre "brise le principe de validité factuelle" de ses déclarations, sa responsabilité est engagée.

Le gouvernement justifie cette réforme "historique" en évoquant une harmonisation salariale. Il assure que ça ne coûtera pas plus cher puisque cela s'accompagne d'une réduction du nombre de postes à mandats. Mais il ne s'excuse pas pour la méthode.



■ Hazée accuse Galant de "manipulation" des chiffres sur les salaires des top managers. © BELGA

Gauvain Dos Santos

Une école cherche un prof de gym sous contrat... de volontariat

ENSEIGNEMENT

L'annonce a interpellé plusieurs enseignants qui y ont vu l'illustration d'un dysfonctionnement.

Alors que les cours ont repris, de nombreuses écoles cherchent encore à compléter leur équipe éducative. Du côté des enseignants moins chanceux, on regarde quels sont les établissements scolaires qui peuvent proposer un maximum d'heures.

Une annonce a retenu l'attention sur Facebook. "Nous recrutons. Un poste à pourvoir sous contrat de volontariat: un professeur d'éducation physique pour donner cours de natation", indique une école primaire du côté de Liège, en précisant que le poste à pourvoir est le vendredi de 10h15 à 11h45.

Le statut sous lequel l'enseignant travaillerait a alarmé plusieurs acteurs de l'enseignement. Nombreux sont ceux qui y voient l'illustration que le secteur va mal. "C'est en-

core un type de contrat précaire", déplore Alison, prof de gym. "J'ai cru que c'était une blague: volontariat, autant dire bénévolat", lâche amèrement Robin. "Ça fait un moment que c'est ainsi pour les profs d'éducation physique. Comme il n'y a pas de pénurie dans cette branche, certains acceptent simplement pour avoir du boulot", confie Sam.

"J'ai cru que c'était une blague: volontariat, autant dire bénévolat",

La direction de l'école justifie l'offre par la volonté d'assurer la sécurité des élèves. "J'ai un prof de gym qui est engagé mais j'ai besoin d'un encadrant en plus pour la piscine", précise-t-elle. "La personne ne donnera pas cours de nata-

tion. Pendant que le prof surveille hors du bassin, elle sera dans l'eau à encadrer avec deux autres personnes un nombre important d'élèves."

Dans le cadre d'un volontariat, le bénévole n'est pas payé mais il peut être indemnisé pour les frais qu'il supporte. Le défraiement ne peut dépasser 1.760,83€/an et 44,02€/jour mais le montant forfaitaire majoré est passé à 3.233,91/an pour les profs de sport et les coachs sportifs notamment. "C'est payé sur fonds propres. La personne sera défrayée à hauteur de 25€/1h30. Si ça peut dépanner un prof de gym qui n'a pas toutes ses heures pour un horaire complet, tant mieux", poursuit la directrice qui fait face à une grosse difficulté ces dernières années. "Le plus gros souci, c'est l'engagement des accueillants et encadrant extrascolaire. Il y a beaucoup de contraintes au niveau de l'ONE: il faut des personnes qualifiées mais qui ne gagnent rien."

Zhen-Zhen Zveny

Des communes déploient une nouvelle arme contre le frelon asiatique

MONS-CENTRE

Elles invitent les citoyens à signaler la présence de nids grâce à une application développée par Be Wapp.

La bataille contre le frelon asiatique est loin d'être terminée dans nos communes. Même si son éradication n'est désormais plus envisageable, l'objectif est de limiter ses dégâts et sa prolifération. Arrivé en Wallonie en 2016, avec un premier nid découvert dans la région de Tournai, cet insecte exotique envahissant s'est depuis solidement implanté sur l'ensemble du territoire. Prédateur d'insectes, il s'attaque notamment aux abeilles domestiques, fragilisant les ruchers, mais aussi à de nombreux pollinisateurs sauvages. Il peut également s'en prendre aux fruits en fin de saison.

Au printemps, bon nombre de communes avaient déjà distribué des pièges destinés à capturer les reines fondatrices avant qu'elles ne construisent leur nid et ne donnent naissance à une nouvelle colonie. En Wallonie, plus de 40 000

fondatrices avaient ainsi été capturées. Une opération dont l'efficacité globale devra encore être évaluée, mais qui a permis de mobiliser largement les citoyens.

Les utilisateurs peuvent signaler la localisation, ajouter une photo.

Le frelon asiatique reste toutefois bien présent. La lutte se poursuit donc et les communes ajoutent une nouvelle arme à leur arsenal. Enfin, l'arme n'est pas tout à fait nouvelle. C'est surtout son utilisation dans la chasse au frelon qui l'est.

Plusieurs communes invitent en effet désormais leurs habitants à utiliser FixMyStreet Wallonie pour signaler les nids. C'est notamment le cas des Honnelles, qui vient d'adopter l'application développée par Be Wapp lors de son

dernier conseil communal, ou encore d'Estinnes, qui a lancé une campagne de communication pour encourager l'utilisation de cet outil numérique.

Développée par Be Wapp, l'application permet déjà de signaler les problèmes rencontrés dans l'espace public wallon afin de contribuer à l'amélioration du cadre de vie: dépôt clandestin, bulle à verre remplie, poubelle publique en-

dommée... Depuis juin 2026, une nouvelle catégorie "Nid de frelon asiatique" y a été intégrée. Le module est progressivement déployé dans les communes wallonnes.

À cette période de l'année, ce ne sont plus les reines qui sont dans le collimateur, mais les nids secondaires. Construits à partir du début de l'été lorsque la colonie devient trop importante pour le

nid primaire, ils sont généralement installés en hauteur, souvent à plus de dix mètres dans les arbres. De grande taille, ils peuvent abriter plusieurs milliers d'individus. Leur repérage est donc particulièrement important, notamment lorsqu'ils se trouvent à proximité des habitations, des écoles ou des lieux publics.

Concrètement, rien de plus simple, expliquent les autorités estinnoises. Les citoyens peuvent télécharger gratuitement FixMyStreet sur l'App Store ou Google Play. S'ils découvrent un nid suspect, ils peuvent en signaler la localisation précise, joindre une photo et ajouter un commentaire. Le signalement est ensuite transmis aux services communaux, qui vérifient la situation et évaluent les suites à lui donner.

Une manière, pour les communes, de transformer les habitants en précieux relais de terrain. Car si le frelon asiatique est désormais là pour durer, mieux le repérer permet au moins de mieux cibler la lutte.



■ Les nids secondaires sont dans le collimateur. © IMAGE

Les Petits Fripons ont été inaugurés : 28 enfants y seront accueillis

SILLY

L'entité boisée a inauguré sa nouvelle crèche de 28 places, un projet coordonné par IDETA et soutenu par le Plan "Cigogne" (FWB et RW).

"Investir dans la petite enfance, c'est investir dans la jeunesse et le développement de sa commune pour qu'elle devienne ou reste attractive", lance la bourgmestre Violaine Herbaux dans un discours inaugural alors que la nouvelle crèche était officiellement dévoilée.

"L'extension et l'ouverture des "Petits Fripons" représentent un investissement de près de 2 millions € en infrastructure. Ce bâtiment a plusieurs atouts : installation de panneaux photovoltaïques, recours à la géothermie, un grand parking, un travail réalisé sur l'acoustique, un accès à des espaces extérieurs aménagés. Par ailleurs, l'accueil des parents est facilité par un espace pour les poussettes et maxicosy et un autre pour l'allaitement et l'accueil des consultations ONE".

Elle renchérit : "Les investissements se poursuivent avec l'ouverture (sans doute en novembre) d'une nouvelle version de la crèche de Graty avec une capacité de 21 enfants. En 2022, le collège communal a investi dans ces deux projets grâce au plan "Cigogne + 5200 places",

porté par la FWB et la Région wallonne, qui nous a octroyé une subvention pour l'infrastructure et une garantie de couvrir les emplois générés".

La bourgmestre a par ailleurs remercié IDETA pour la coordination des travaux et le respect des délais, les équipes d'INTER-CONSTRUCT et les architectes du bureau "AAVO", les services des travaux et des Espaces verts. Elle a également remercié l'ONE et son travail pour "l'intérêt supérieur de l'enfant" et son suivi rigoureux du projet, la Fédération Wallonie-Bruxelles et sa ministre en charge de l'Enfance, Valérie Lécroix, la Région wallonne et son ministre-président, Adrien Dolimont.

Lancée lors de la mandature précédente, la crèche s'est inscrite dans un projet global visant à réanimer le cœur de Silly avec un parking de 66 places, une halle aux produits locaux et une salle culturelle (seul projet encore non réalisé).

Pour rappel, en juin 2025, le montant total des travaux s'élevait à 2 005 000 €, auquel s'ajoutaient 122 000 € pour l'accompagnement technique



■ Un bâtiment épuré, moderne, durable, pratique et accueillant. © DANIEL PILETTE

assuré par IDETA. La subvention à l'infrastructure est de 568 390 € avec une TVA majorée de 110 000 €.

■ Lumineux et épuré

L'espace est très lumineux : ses lignes sont claires et épurées. L'entrée est située au sud ; le bâtiment se compose d'un hall d'accueil, de deux grandes salles de détente et d'activités, d'une cuisine, d'un préau et d'un jardin. "La visibilité est maximale pour garantir la sécurité des enfants" expliquent les concepteurs.

Enfin, comme le lieu accueille désormais 28 enfants (17 dans l'ancien lieu), le projet d'accueil a été réévalué et approuvé par l'ONE et la responsable a suivi une formation de directrice de maison d'accueil.

La familiarisation du lieu débutera ce lundi 31 août.

Avec l'appui d'IDETA, les entités de Silly, Ellezelles et Pecq ont construit trois projets différents, basés sur leurs réalités locales, mais avec le même souhait d'améliorer les services de proximité et la qualité de vie de chacun. La crèche de Silly est le premier des trois projets réalisés.

■ De l'idée à la concrétisation

"Ces projets illustrent notre manière de travailler avec les communes : nous partons de leurs besoins pour construire ensemble des solutions

concrètes et réalisables. Nous apportons l'expertise nécessaire, facilitons les étapes du projet et levons ainsi les obstacles techniques, administratifs ou financiers. Notre proximité avec les communes et notre connaissance du terrain sont nos atouts pour offrir un partenariat efficace" souligne Nicolas Plouvier, directeur chez IDETA.

Grâce à l'intercommunale, les communes reçoivent donc des ressources souvent impossibles à mobiliser en interne tout en restant maîtres de leurs choix.

Daniel Pilette

"Nous partons de leurs besoins pour construire ensemble des solutions concrètes et réalisables."



TESTEZ GRATUITEMENT LE COWORKING LA LOUVIÈRE DU 7 AU 11 SEPTEMBRE

Du 7 au 11 septembre, 24 espaces de coworking ouvriront gratuitement leurs portes en Wallonie. À La Louvière aussi, il sera possible de venir tester cette autre manière de travailler, sans engagement.

LAURINE HANQUET

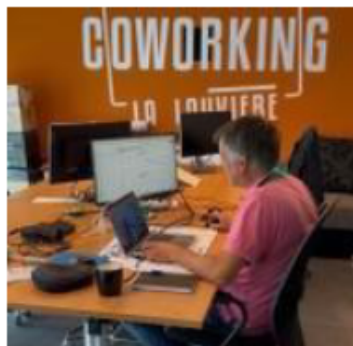
Du 7 au 11 septembre, il sera possible de pousser gratuitement la porte du Coworking La Louvière afin d'expérimenter une autre manière de travailler qui se veut flexible et collaborative. Une initiative qui s'inscrit dans le cadre de la semaine wallonne du Coworking et qui concerne 24 espaces répartis dans 20 communes et les cinq provinces wallonnes. À La Louvière, l'établissement a choisi de miser avant tout sur la découverte du lieu : « En tant que membres du collectif, nous ouvrons les portes du coworking pendant une semaine à toute personne qui veut le tester »,

souligne Laurie Diricq, Happiness Manager.

L'occasion de disposer d'un espace pour travailler, mais aussi de découvrir ceux qui le fréquentent au quotidien. Car c'est précisément l'un des intérêts mis en avant par les responsables : sortir de chez soi et retrouver d'autres travailleurs. « C'est vraiment un bon moyen de vaincre l'isolement. Beaucoup d'indépendants sont seuls chez eux, entre leurs quatre murs. Ici, chacun travaille pour sa propre entreprise, mais dans un même lieu. »

DES PROFILS DIFFÉRENTS

Le coworking ne s'adresse d'ailleurs pas uniquement aux indépendants. Télétra-



Côtoyer d'autres travailleurs. © LH

vailleurs, entrepreneurs ou encore demandeurs d'emploi peuvent s'y croiser. Et les métiers représentés sont particulièrement variés : ingénieurs, commerciaux, dessinateurs industriels, responsables informatiques, mais aussi professionnels de la communication, du gra-

phisme et du web. « On peut trouver autour de la même table un dessinateur industriel, un commercial en chimie et un graphiste et partager un moment ensemble autour d'un café. »

La flexibilité constitue également l'un des principes de l'espace louviérois. Il est possible de venir ponctuellement, une journée déterminée ou durant une semaine entière, la facturation étant basée sur l'utilisation. Pour profiter de la semaine gratuite, il est néanmoins conseillé de prendre préalablement contact avec l'espace concerné via les réseaux sociaux ou sur le site internet www.coworkingenwallonie.be.

DES FORMATIONS LANCÉES DANS LA FOULÉE

Cette semaine marquera aussi le coup d'envoi d'un nouveau programme de formations organisé à La Louvière. Destinées notamment aux employés, indépendants, entrepreneurs et commerçants, elles porteront sur le digital et la communication. Le programme s'étendra jusqu'en décembre, à raison de deux formations par mois, avec une thématique différente chaque mois. Des séances seront proposées en journée comme en soirée. À l'échelle wallonne, plus de 40 activités sont annoncées durant la semaine : formations, ateliers, visites ou encore moments de networking. ■

UNE CHAÎNE HUMAINE D'ENVIRON 1.000 CITOYENS CONTRE LA BOUCLE DU HAINAUT

Ils sont venus seuls, en couple ou avec leurs enfants. Ce dimanche, près de 1.000 personnes ont répondu à l'appel du collectif citoyens Les Survoltés à Écaussinnes. Derrière cette mobilisation contre le tracé de la Boucle du Hainaut, les habitants parlent surtout de leur cadre de vie et des générations futures.

AUDREY CADOR

Des ballons à la main et une même volonté de se faire entendre. Ce dimanche matin, le sentier des Arcades a accueilli une mobilisation d'une ampleur que même ses organisateurs n'avaient pas anticipée. Alors que le collectif citoyens Les Survoltés espérait initialement rassembler entre 500 et 800 personnes contre le tracé envisagé de la Boucle du Hainaut, près de 1.000 citoyens ont finalement formé une longue chaîne humaine. Parmi eux, toutes les générations. Zao, 23 ans, est venu défendre le village dans lequel il imagine son avenir. Le

une grande ville pour avoir le calme et ce côté paisible. »

« IL FAUT BIEN QUE ÇA PASSE QUELQUE PART »

À ses côtés, Michaël ne remet pas en cause la nécessité de faire évoluer le réseau électrique. Son discours est plus nuancé : il estime que la transition énergétique est nécessaire et reconnaît qu'une infrastructure devra forcément trouver sa place quelque part. « On ne veut pas que ce soit chez nous, les autres ne veulent pas que ce soit chez eux. Mais si tout le monde fait pareil, ça ne passera nulle part. Il faut bien que ça passe quelque part. » Il demande toutefois que la solution rete-



Tous alignés, ballon en main. © Audrey Cador

sion du cadre de vie aux générations suivantes occupe une place importante dans sa démarche. « Je lui ai expliqué un petit peu les enjeux et elle était horrifiée d'entendre qu'on allait toucher à son village. Voilà pourquoi nous sommes présents aujourd'hui et pourquoi nous combattons ce projet, du mieux que l'on peut, avec nos armes. »

Grégory assure comprendre les besoins énergétiques auxquels il faudra répondre,



Michaël et Maïté © Audrey Cador

collectif ne combat pas le principe même de la Boucle du Hainaut ni le renforcement du réseau électrique. C'est son implantation envisagée qui cristallise son opposition. Les Survoltés défendent notamment l'utilisation de corridors électriques existants afin de réduire les impacts sur les habitations, les exploitations agricoles et les paysages.

UNE MOBILISATION « HISTORIQUE »

jeune Écaussinnois redoute notamment les conséquences du passage d'une ligne à très haute tension sur l'environnement. « Ça concerne notre avenir, les paysages de la région, les animaux et les futures générations. C'est quand même assez important. »

Quelques mètres plus loin, Maïté, 46 ans, et Michaël, 43 ans, ont eux aussi tenu à rejoindre le mouvement. Pour Maïté, participer ensemble permet de donner davantage de poids au message adressé aux décideurs. Elle raconte surtout un attachement profond à l'environnement dans lequel ils ont décidé de s'installer.

« On a choisi d'habiter ici parce qu'on voulait une région rurale, verte, avec de la nature. C'est très choquant de se dire que, tout d'un coup, on pourrait avoir ces énormes lignes à haute tension alors qu'on a justement choisi de ne pas vivre dans

nue limite autant que possible les conséquences pour les riverains. Le couple évoque notamment les nuisances visuelles et sonores, les craintes pour la santé ainsi qu'une éventuelle perte de valeur des habitations.

Grégory, 44 ans, a pour sa part fait le déplacement avec sa fille Eléanore, âgée de 8 ans. Là encore, la transmis-

mais estime qu'ils ne peuvent justifier toutes les solutions.

André tient un discours comparable. Lui aussi pense d'abord à ceux qui vivront demain à Écaussinnes. « Je ne suis pas contre la ligne, mais la façon dont elle est gérée me dérange », explique-t-il, en défendant pour sa part la piste de l'enfouissement.



Zao (à gauche) et deux amis de Montpellier. © Audrey Cador

PLUS DE BALLONS QUE PRÉVU

Du côté du Collectif-Citoyens Les Survoltés, l'affluence a rapidement dépassé les espérances. Les membres du collectif étaient sur place depuis 6h30 et avaient gonflé plus de 1.000 ballons. Une chaîne a ensuite été déployée le long du sentier des Arcades avant un lâcher symbolique.

« On comptait secrètement sur 500 personnes. Je pense qu'on en aura beaucoup plus », constatait déjà Xavier Godfroid alors que les participants continuaient d'arriver. Pour le membre du collectif, cette mobilisation dépasse les préoccupations des seuls riverains directement concernés : « Je vois mon fils qui est là. Ce combat qu'on mène aujourd'hui, ce n'est pas juste pour nous, c'est pour tous ceux qui suivront. »

Philippe Janssens, autre membre des Survoltés, insiste quant à lui sur une distinction qu'il juge essentielle. Le

Présent parmi les citoyens, le bourgmestre Sébastien Deschamps (Ensemble) a lui aussi été marqué par l'ampleur du rassemblement. Quelque 800 ballons avaient notamment été prévus pour une partie de l'action et ils n'ont pas suffi. Avec environ 1.000 participants dans une commune de 11.500 habitants, le bourgmestre veut voir dans cette affluence un signal envoyé au Gouvernement wallon. « De mémoire d'Écaussinnois, je n'ai jamais connu une chaîne humaine ainsi à Écaussinnes. Je pense que c'est historique pour notre commune. »

Alors que le Gouvernement wallon doit encore se prononcer sur le périmètre de réserve, Sébastien Deschamps espère désormais que cette mobilisation pèsera dans la réflexion. « Il ne peut pas rester sourd aux inquiétudes de la population. » Comme les Survoltés, il demande que toutes les alternatives possibles soient examinées. ■

LE RŒULX RECENSE SES **APICULTEURS** POUR MIEUX LUTTER CONTRE LE FRELON ASIATIQUE

La Ville du Rœulx poursuit le recensement des apiculteurs et de leurs ruchers sur son territoire. L'objectif est de mieux coordonner la surveillance et la destruction des nids de frelons asiatiques.

Les apiculteurs du Rœulx sont invités à se faire connaître auprès de l'administration communale. La Ville poursuit actuellement un recensement destiné à identifier les apiculteurs et les ruchers présents sur son territoire. Cette démarche s'inscrit dans la lutte contre le frelon asiatique, une espèce invasive qui représente une menace pour les abeilles et l'apiculture lo-

cale.

Grâce à ce recensement, la Ville souhaite mettre en place une collaboration avec les apiculteurs afin de suivre l'évolution de la présence du frelon asiatique sur le territoire.

L'objectif est également de mieux coordonner les actions de surveillance et de destruction des nids, mais aussi de pouvoir protéger les ruchers de manière plus ciblée. Le partage d'informations et de bonnes pra-

tiques entre l'administration et les apiculteurs fait également partie de la démarche.

Les apiculteurs qui souhaitent faire recenser leurs ruchers peuvent remplir une déclaration en ligne mise à disposition par la Ville. ■

À noter : Pour davantage de renseignements, Jean-Francis Formule, échevin du Développement durable, peut être contacté au 0496/27.24.71 ou via formulejf@gmail.com.



La Ville mettra en place une collaboration avec les apiculteurs. © DR

LA DÉMOCRATIE BELGE **EN DANGER** ? « S'IL N'Y A PLUS DE DÉNOMINATEUR COMMUN... »

La Belgique fait face comme d'autres pays à une montée de la polarisation © Montage SI

Si la société belge fait face, comme d'autres démocraties, à une montée de la polarisation parfois inquiétante, elle possède de précieux atouts pour contenir ses effets et en sortir plus forte.



NATHAN
DELIE

Journaliste

Crise climatique, défi migratoire, controverses philosophiques et religieuses, questions de genre, usage des réseaux sociaux... :

”

« L'individualisation de la société conduit à un détachement des citoyens d'un certain nombre d'organisations, dont les partis politiques »

Benjamin Biard
CHERCHEUR AU CRISP

nombreux sont les enjeux de notre époque à susciter des tensions au sein de la société. Dans un ouvrage collectif intitulé « La démocratie en mutation : les clivages à l'épreuve de la polarisation en Belgique » dirigé par Benjamin Biard (CRISP) et Nathalie Schiffino-Leclercq (UCLouvain) et publié aux Éditions Academia, plusieurs cher-

cheurs en sciences politiques aux profils, parcours, convictions et expertises variés se sont donnés pour mission d'analyser si et en quoi ces nouvelles divisions, qui viennent s'ajouter à des clivages plus anciens, comportaient des risques pour la bonne santé de notre démocratie en Belgique.

« La polarisation peut être un danger et une menace pour la démocratie à partir du moment où des camps sont opposés l'un à l'autre de manière tellement profonde et violente qu'on ne trouve plus de commun dénominateur pour continuer à vivre ensemble », indique à ce propos Nathalie Schiffino-Leclercq, professeure de sciences politiques à l'UCLouvain, interrogée par nos soins.

On observe notamment ce phénomène aux États-Unis, où le climat politique est désormais si tendu et les divisions idéologiques si marquées entre Républicains et Démocrates que la société s'en voit véritablement fracturée.

LE CONFLIT, PAS FORCÉMENT UN MAL

La politologue apporte néanmoins une nuance impor-

tante, au cœur des enseignements du livre. « Il y a des contestations qui peuvent être saines pour autant que l'on soit orienté solutions et vivre-ensemble. Le conflit n'est donc pas en soi un problème pour la démocratie. Il peut le devenir lorsqu'on ne sait plus faire en sorte de le gérer et de composer avec », précise-t-elle ainsi.

Habituée aux gouvernements de coalition et aux compromis qu'ils impliquent, la Belgique a d'ailleurs coutume de gérer pacifiquement les désaccords, même fondamentaux, que portent les for-

mations politiques et, à travers ou au-delà d'eux, des franges importantes de la population. Elle semble à cet égard bien armée pour faire face aux oppositions qui peuvent s'exprimer. Mais cela ne la préserve pas nécessairement de potentiels débordements spontanés et d'ampleurs diverses.

« On connaît depuis quelques dizaines d'années une individualisation de la société. Cette individualisation conduit à un détachement des citoyens d'un certain nombre d'organisations, dont les partis politiques. Ils peuvent rester impliqués, mais parfois hors des organisations classiques. C'est ce que l'on observe avec le mouvement Mars Attacks [collectif citoyen opposé aux ré-

formes actuellement impulsées dans l'enseignement en FWB, NdIR], ou avec le mouvement des Gilets jaunes il y a quelques années », rappelle à ce sujet Benjamin Biard, chercheur au Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP), que nous avons également sollicité.

Pour les deux spécialistes de la vie politique belge, il faut du reste demeurer « très attentif au fait que rien n'est jamais acquis », même dans notre pays, où les traditions démocratiques sont bien ancrées. ■

À noter : « La démocratie en mutation : les clivages à l'épreuve de la polarisation en Belgique », de Benjamin Biard et Nathalie Schiffino-Leclercq et publié aux Éditions Academia.

DERRIÈRE LA POLARISATION, LES PARTIS RADICAUX EN EMBUSCADE

S'ils n'en sont pas toujours les seuls bénéficiaires, les partis radicaux tirent une partie de leur carburant de la polarisation de la société. Ils contribuent par ailleurs bien souvent à l'alimenter, notamment en surfant sur des actualités à forte dimension émotionnelle.

« L'extrême droite tend à titiller les instincts primaires de la population et à jouer sur les peurs, qu'elles soient objectives ou montées en épingle. On crée une certaine réalité à partir de laquelle des émotions sont récupérées sur base de faits divers, comme avec l'affaire Gregory Lenoci », confirme Benjamin Biard, expert de cette mouvance politique.

Celui qui est docteur en sciences politiques de l'UCLouvain relève néanmoins que des acteurs politiques plus

traditionnels peuvent également contribuer à la polarisation de la société, notamment à travers leur mode de communication, qui peut parfois tendre vers du populisme.

« Les électeurs restent cependant relativement tolérants par rapport aux citoyens qui votent pour des partis auxquels ils ne s'identifient pas », constate toutefois Nathalie Schiffino-Leclercq.

De manière générale, les formations politiques sont souvent plus polarisées que ne l'est l'électorat lui-même. Ce qui explique peut-être que le climat politique, quoique parfois âpre, ne se traduise classiquement pas en Belgique par de la violence. ■

COMMENT L'IA VA RÉVOLUTIONNER DEVOIRS ET APPRENTISSAGES DES ENFANTS

L'IA bouleverse les devoirs et les apprentissages. Entre risques de triche et nouvelles compétences à acquérir, les écoles doivent désormais apprendre aux élèves à faire avec.



SABRINA
BERHIN

Journaliste

Qu'on le veuille ou non, l'IA est là. Et ce serait un leurre de croire que les élèves ne saisissent pas cette opportunité. « Il ne faut pas faire l'autruche », lance d'emblée Mathias Thyssens, directeur du Collège Sainte-Véronique à Liège.

Une réalité qui représente un énorme challenge, si pas « le plus important des années à venir », glisse Alain Koeune, directeur du Collège Notre-Dame à Dinant. Comment, dès lors,

s'assurer de la bonne formation des élèves si l'IA fait tout à leur place ? Une question qui est aujourd'hui sur toutes les lèvres.

Mais ce que les deux directeurs affirment aussi, c'est que, déjà avant l'IA, les professeurs n'avaient pas forcément la certitude que le devoir était le fruit de l'élève. Quel professeur n'a jamais suspecté que le travail fourni par l'élève soit issu de la plume de papa ou maman ? « L'inégalité a toujours existé dans le travail à domicile », souligne Vincent Romain, responsable du soutien et de l'accompagnement des écoles libres (Namur-Luxem-

bourg) en matière d'IA. « Elle est maintenant renforcée. »

Face à l'IA, il y a deux solutions : soit on la diabolise, soit on l'intègre. La seule option pour s'assurer que l'élève n'y recoure pas, c'est de réaliser les devoirs en classe. Et certains profs le font déjà. « Mais cela se fait au détriment des apprentissages », déplore Vincent Romain.

VIGILANCE ACCRUE

Il faut donc trouver un juste milieu. C'est ce que fait Caroline, professeure de français en province de Luxembourg. « Les ateliers d'écriture, par exemple, se

font exclusivement en classe. L'IA peut être une aide, mais les élèves doivent être capables de le faire par eux-mêmes. »

Pour le directeur du collège

”

**« Ceux qui la maîtriseront
auront plus de chances sur
le marché de l'emploi »**

Vincent Romain

RESPONSABLE DU SOUTIEN ET DE
L'ACCOMPAGNEMENT AU SEGEC

liégeois, les enseignants ont toutefois des moyens de vérifier que l'élève a réellement travaillé à la maison. Cela peut se faire en découpant le travail, avec une partie réalisée en classe et l'autre à la maison. En questionnant oralement l'élève sur le devoir fourni. Ou en demandant de temps en temps, en classe, un travail similaire à celui réalisé à la maison.

« Il ne faut pas arrêter de donner des devoirs. Il faut juste être plus vigilant. »

C'est là un premier enjeu.

« Il faut continuer à apprendre aux élèves à pouvoir réfléchir par eux-mêmes, sans recours à l'IA », résume Alain Koeune, du collège dinantais. « Mais il y a aussi un deuxième enjeu : celui d'apprendre aux élèves à utiliser intelligemment l'IA et à avoir un regard critique par rapport à ça. »

Comprenez : s'il faut savoir faire sans l'IA, il faut savoir aussi faire avec. « On n'arrivera pas à faire marche arrière, donc il vaut mieux apprendre aux jeunes à l'utiliser », estime Vincent Romain. « Les élèves qui maîtriseront l'IA, ce seront aussi ceux qui, demain, auront

plus de chances sur le marché de l'emploi. » Et les devoirs peuvent être un moyen d'éduquer à l'IA. Certains enseignants ont déjà adapté leur manière de donner du travail à la maison, en demandant par exemple aux élèves de travailler sur des prompts différents (les consignes données à l'IA, Ndlr). « Cette création de requêtes est intéressante car elle-même nécessite une réflexion, une analyse », pointe Alain Koeune. « On a des professeurs qui travaillent beaucoup la réponse de l'IA, qui la mettent en parallèle avec une vérification par des sources fiables. »

DES SAVOIRS UTILES ?

Tout ceci ne peut se faire sans une formation adéquate des enseignants, mais aussi des élèves (lire ci-contre). Et il n'y a pas de temps à perdre. « Le phénomène est très récent, mais le développement de l'IA va très vite. Beaucoup plus vite que l'adaptation des programmes », glisse Alain Koeune.

Pour Vincent Romain, adapter les programmes,

c'est aussi bien délimiter les savoirs nécessaires. « Si on doit sortir sa calculette pour faire 6 fois 8, ça ne va pas », exemplifie-t-il.

La question des savoirs indispensables n'est pas une mince affaire. Vincent Romain va même jusqu'à remettre en question le caractère indispensable de la compétence rédactionnelle, qui figure certainement parmi les plus menacées par l'IA. « Pourquoi apprendre à écrire une lettre ? », s'interroge-t-il. « L'IA pourra le faire. Mais à condition d'avoir un bon prompt. Sans cela, l'élève risque d'être à côté de la plaque. Mais il ne se trompera pas parce que l'IA n'est pas capable. Il se trompera parce que lui n'a pas été capable de bien l'utiliser. Et donc c'est ça qu'il faut apprendre aux jeunes. »

Une chose est sûre : l'IA est déjà dans les cartables, aux côtés des manuels scolaires et il va falloir faire avec. « C'est un nouvel outil qui est un peu inquiétant », reconnaît Alain Koeune. « Mais c'est aussi un outil extraordinaire. » ■

Meilleurs devoirs, moins bons examens

Utiliser l'IA pour réaliser ses devoirs à la maison est-il vraiment néfaste ? Des chercheurs de l'Université de Hong Kong et de l'Université de Stockholm ont réalisé une étude sur « la pénalité d'apprentissage de l'IA générative ». Si l'étude n'est pas encore publiée, les résultats déjà communiqués ont de quoi alerter.

Ils se sont intéressés aux résultats obtenus aux devoirs lorsqu'ils sont réalisés avec l'IA et à ceux obtenus aux examens, où l'IA n'est plus à portée de main. Leur analyse porte sur les données scolaires de 26.811 élèves chinois, collectées durant 30 mois.

Verdict ? « L'adoption de l'IA augmente les notes obtenues aux devoirs de 18 % et réduit le temps nécessaire pour les réaliser de 30 %, mais entraîne une baisse de 20 % des résultats aux examens mensuels dans les six mois », chiffrent les auteurs.

Autrement dit, les devoirs sont meilleurs, mais quand l'élève se retrouve seul face à sa feuille, ses notes baissent. Une réalité davantage marquée dans les matières relevant des sciences sociales, suivies des STEM (sciences, technologies, ingénierie et mathématiques) et des langues.

Mais l'étude pointe aussi que les pertes d'apprentissage diffèrent fortement selon le

comportement des utilisateurs de l'IA. Elles se concentrent chez les quelque 80 % d'utilisateurs qui terminent leurs devoirs exceptionnellement vite tout en obtenant de très bonnes notes.

QUELLE UTILISATION ?

Les auteurs considèrent ce comportement comme compatible avec une forme de « sous-traitance » des devoirs à l'IA. À l'inverse, les utilisateurs de l'IA qui continuent à consacrer à leurs devoirs autant de temps que les non-utilisateurs ne connaissent que de faibles pertes d'apprentissage.

Les chercheurs ne savent toutefois pas précisément de quelle manière ces derniers utilisent l'outil.

On peut imaginer qu'au lieu de simplement sous-traiter le devoir à l'IA, certains y recourent pour se faire expliquer une notion, poser des questions ou demander des exemples, comme ils le feraient avec une sorte de professeur particulier. Mais il ne s'agit là que d'une hypothèse. ■



Seul face à sa feuille, c'est plus compliqué... © D.R.

Usage encadré en milieu scolaire : la Wallonie en avance sur la Flandre



DIDIER
SWYSEN

Journaliste

Une étude montre que 25 % des parents flamands se disent favorables à l'interdiction de l'intelligence artificielle (IA) dans l'enseignement, tant pour les élèves que pour leurs enseignants.

« NOUS AVONS COMPRIS TROP TARD »

La ministre flamande de l'Enseignement Zuhair Demir (N-VA) y ajoute son grain de sel : elle veut établir des règles claires pour toutes les écoles sur la manière dont elles doivent utiliser l'IA. « Nous avons compris beaucoup trop tard ce que les réseaux sociaux faisaient à nos enfants. Avec l'IA, qui est encore plus dangereuse, nous ne pouvons pas laisser la même chose se produire », affirme-t-elle dans « Het Laatste Nieuws ».

La ministre a sollicité l'aide des cinq universités fla-



Valérie Glatigny (MR) et Zuhair Demir (N-VA). © Montage SI

de l'Éducation, Valérie Glatigny (MR), semble même en avance sur son homologue flamande.

PROJET PILOTE DANS 20 ÉCOLES

« La ministre partage la nécessité d'encadrer l'utilisation de l'IA à l'école. 93 % des élèves déclarent l'avoir déjà utilisée, notamment pour leurs travaux scolaires. Il serait illusoire de penser que l'école peut l'ignorer,

(budget : 200.000 €), afin de tester concrètement différents usages pédagogiques de l'IA : création d'exercices personnalisés, différenciation pédagogique ou encore aide à la préparation des cours, etc. L'objectif est d'identifier ce que ces outils peuvent apporter aux enseignants et aux élèves, mais aussi leurs limites et les conditions nécessaires à leur bonne utilisation. Des formations continues

”

« Quand les élèves doivent faire leurs devoirs, ils se tournent directement vers l'IA. Ils ne l'utilisent pas toujours avec suffisamment d'esprit critique »

Zuhal Demir
MINISTRE FLAMANDE
DE L'ENSEIGNEMENT

mandes pour proposer un plan qui doit être prêt à l'automne. « Quand les élèves doivent faire leurs devoirs, ils se tournent directement vers l'IA. Ils ne l'utilisent pas toujours avec suffisamment d'esprit critique », estime-t-elle encore. En matière d'IA, la ministre

nous ne pouvons pas rater ce train », nous dit l'un de ses porte-parole.

L'enjeu est d'apprendre aux élèves à comprendre l'IA, à en identifier les limites et les biais et à l'utiliser de manière responsable et critique. « La Fédération Wallonie-Bruxelles a produit une charte relative à l'utilisation de l'IA, en concertation avec les acteurs de l'école », reprend le cabinet de la ministre. « Elle vise à donner un cadre aux établissements, à sensibiliser aux opportunités mais aussi aux risques liés à l'IA, à promouvoir une utilisation responsable et éthique et à rappeler que ces outils doivent rester au service des apprentissages et de l'esprit critique. »

Un projet pilote est mené dans 20 écoles primaires

consacrées à l'IA et à ses usages pédagogiques existent déjà. « Dès cette année scolaire, un nouveau dispositif permettra à 20.000 enseignants (sur trois ans) d'acquérir ou de renforcer leurs compétences numériques de base. Cette formation abordera notamment l'usage responsable du numérique et les enjeux liés à l'IA. »

Quant aux élèves, deux périodes de numérique débarquent cette année en 1^{re} secondaire. « Elles permettront notamment d'aborder l'IA : comprendre son fonctionnement, ses possibilités et ses limites, apprendre à vérifier les informations produites, etc. »

La ministre dit rester attentive aux nouveaux risques : protection des données, dépendance... ■

La Belgique en route vers l'été indien

Si des rafales jusqu'à 70 km/h sont attendues dès ce lundi sur la Belgique, pas d'affolement : derrière ce vent, les températures restent étonnamment douces.

Cette première semaine de septembre s'annonce changeante, souvent venteuse et globalement douce, dans une ambiance typiquement océanique, prévoit Luc Trullemans. Les passages perturbés alterneront avec de brèves accalmies, tandis que les précipitations resteront irrégulières et généralement modérées. Malgré ce temps parfois agité, les températures conserveront une nette douceur. À quoi s'attendre ce lundi ? Une dépression progressera vers le nord de la mer du Nord en poursuivant sa route vers l'est. Dans son sillage, son système frontal pluvieux traversera nos régions. Au fil des heures, les précipitations gagneront l'ensemble du pays et pour-

ront localement prendre un caractère orageux. Le vent de sud-ouest sera assez fort, avec des rafales de 60 à 70 km/h. Les températures accusent une baisse sensible, avec des maxima de 16 à 21 °C. Accalmie pour le 1^{er} septembre grâce à une dorsale anticyclonique qui s'étendra des Açores vers la France, le sud de l'Allemagne et les Alpes et stabilisera temporairement la masse d'air océanique. Les maxima atteindront 17 à 23°C.

FRONT FROID

Mais cette parenthèse plus calme sera de courte durée. Un front froid atteindra l'Angleterre avant d'aborder nos régions dans la nuit de mardi à mercredi.

Ce 2 septembre, la matinée sera assez fraîche, mais généralement bien ensoleillée dans l'intérieur du pays, tandis que les nuages resteront plus nombreux sur le littoral. L'après-midi, le ciel alternera éclaircies et ondées, surtout dans le nord-ouest du pays. Le vent de sud-ouest soufflera assez fort, avec des rafales de 55 à 65 km/h. Les températures resteront sans grand changement.

Jeudi, la journée débutera sous un ciel très nuageux, accompagné de quelques faibles pluies. Une amélioration progressive se dessinera ensuite, avec le retour de belles éclaircies. Le vent restera assez soutenu, avec des pointes de 50 à 60 km/h, mais la douceur persistera.

Vendredi, de belles éclaircies se développeront en Flandre, tandis que la nébulosité restera plus abondante en Wallonie. L'après-midi, les pluies gagneront progressivement les régions situées au nord du sillon Sambre-et-Meuse. Le vent de sud-ouest restera assez soutenu, avec des rafales de 45 à 55 km/h.

JUSQU'À 27°C SAMEDI !

Samedi, la journée sera très nuageuse et souvent pluvieuse, principalement en Flandre. La Wallonie pourra en revanche bénéficier de quelques éclaircies l'après-midi. Les températures remonteront sensiblement,

avec des maxima de 20 à 23 °C en Flandre et de 22 à 27 °C en Wallonie. Les valeurs les plus élevées sont attendues en Gaume. La douceur devrait ensuite s'installer pour le reste de cette première décade. Quelques faibles pluies ou averses pourront encore traverser le pays, mais les températures diurnes conserveront des ni-

veaux agréables, généralement compris entre 18 et 25 °C selon les régions. ■



Luc Trullemans prévoit du vent, de la pluie et une belle douceur. © SI

Rien n'a tourné en faveur de Naast face à Ransart

Les Naastois se souviendront peut-être longtemps de cette rencontre face à Ransart, dans un jour où rien n'a tourné en leur faveur.



Un match à oublier pour Naast. © C.F.

c'est l'une des plus mauvais mi-temps que j'ai vue depuis que je suis ici », analyse Rémy Di Nolfo.

Pourtant, en seconde période, Naast continuait de prendre le jeu à son compte, toujours sans se mettre réellement à l'abri. À ce moment-là, deux faits de jeu survenaient lorsque l'arbitre ne sifflait pas un penalty en faveur des Naastois et annulait ensuite un but qui aurait vraisemblablement dû être valable. « Depuis neuf ans que j'entraîne, c'est la première fois que je vais dire ça, mais deux erreurs d'arbitrage nous plombent totalement. Des décisions assez lunaires qui montrent que rien n'allait dans notre sens. C'est le pire dimanche que j'ai connu en tant que coach », déplore le coach naastois.

« CHERCHER DE LA CONSTANCE »

À la suite de ces événements, le sort s'acharnait sur les locaux. « Scénario catastrophe. Ce qui devait

NAAST1

RANSART2

Les buts : 11e Antinoro (1-0), 70e Prestitilippo (1-1), 75e Castellana (1-2).

Naast : Decooman, Mukota (81e Musampa), Antinoro, Falzone (66e Topal), Cordano, Ripet (46e Ndoko), Charlier, Teugels, Panichi (30e Hanse), Ikombelo, Barbosa.

Ransart : Francisco, Komayou, Castellana, Prestitilippo, Becker, Rosa, Dore (46e Bodson), Lisot, Querriau, K. Lange (65e Gobert), Miceli (34e E. Lange).

Cartes jaunes : Prestitilippo, Ripet, Rosa, Lisot, Becker, Barbosa, Ndoko.

Arbitre : M. Ancion.

VINCENT ATTARDO

Dimanche compliqué pour les Naastois. Alors qu'ils restaient sur une belle victoire face à Enghien la semaine passée, ils espéraient remettre le couvert ce week-end à l'occasion de la réception de Ransart. Malheureusement, ce fut plus difficile que prévu pour la bande à Rémy Di Nolfo. Dans un début de match plutôt maîtrisé, Naast

contrôlait le rythme du match face à une équipe de Ransart qui ne cherchait pas à presser son adversaire. C'est donc très logiquement qu'Antinoro ouvrait le score une phase bien construite peu après le premier quart d'heure de jeu.

UN ARBITRAGE LITIGIEUX

On pensait alors que les Naastois étaient lancés, mais ce fut tout le contraire. Tombant petit à petit dans le faux rythme de Ransart, Naast manquait plusieurs occasions de faire le break. « Ce sont les pires scénarios. Rien n'a été en notre faveur dans ce match. Nous nous sommes mis tout seul en difficulté, on a eu trop de déchets dans notre jeu. On mène au score à la mi-temps, mais

arriver arriva. Une perte de balle stupide de notre latéral, qui veut faire une passe à notre gardien et qui manque sa passe, l'attaquant intercepte et marque. Et dans la foulée, le joueur ransartois voulait centrer mais son centre termine dans la lucarne. Une véritable parodie de football », explique Rémy Di Nolfo.

Un dimanche très compliqué pour Naast donc, mais qui devra vite repartir de l'avant pour réengager une dynamique positive : « Il va simplement falloir travailler. Chercher de la constance dans nos matches. Nous n'avons pas fait ce qu'il fallait pour l'emporter ce dimanche et en P1, encore plus que l'année passée, il faut être intraitable au niveau de la mentalité ». ■

NEUFVILLES INFLIGE UNE CORRECTION À HYON

Après une défaite inaugurale à Casteau, Neufvilles se devait d'afficher une réaction. Et ce sont les joueurs d'Hyon qui en ont fait les frais, subissant la foudre des Neufvillois.

NEUFVILLES **6**
HYON **0**
Les buts : 20e Baudalet csc, 30e Maillet, 67e Tayane, 75e Agostinacchio, 80e Mertens, 85e Bianco.
Neufvilles : Van Hoolandt, Baker, Derwedeuz, Capodici, Da Silva Goncalves (81e Bianco), Muharemi (74e Agostinacchio), Berisha, Tayane (74e Hadjeb), Demoor, Hazard, Maillet (78e Mertens).
Hyon : Gosset, Monterossi, Kabbab (46e Destroie), Ustinow, Plaet, Harvengt (78e Dendal), Delforge, Leliveld (46e Jonas), Minne, Malchenbeeck (63e Gravis), Baudalet.
Cartes jaunes : Kabbab, Ustinow, Monterossi, Dendal.
Carte rouge : 70e Berisha (2 C.J.).
Arbitre : M. Nolet.

VINCENT ATTARDO

C'est ce qu'on appelle avoir du répondant. Après une défaite et une prestation plutôt décevante à Casteau (2-1) lors du premier match de championnat, Neufvilles

avait à cœur de se rattraper ce samedi à l'occasion de la réception d'Hyon, récent promu de P3C. Et les joueurs de Guido Forgione ont tout simplement été au-dessus de leur adversaire. « Sur notre terrain synthétique, on a eu le monopole du ballon et on a maîtrisé le match de la première à la dernière minute », assure le coach neufvillois.

NEUFVILLES RÉDUIT À DIX

Alors que le score était de 2-0 à la mi-temps, l'exclusion de Bersiha à la 70e

minute aurait pu faire basculer la rencontre, mais c'était tout le contraire. « Même en infériorité numérique, nous avons continué à pratiquer notre football, en inscrivant trois buts. Ce qui montre que nous avons réellement été supérieurs ce samedi soir », poursuit Guido Forgione. Cette prestation était la réponse que le coach neufvillois attendait de son groupe : « La manière était également présente. Nous avons joué avec un pressing haut, nous avons étouffé notre adversaire



Belle victoire pour Neufvilles. © C.F.

et c'est de cette façon que je veux voir mon équipe jouer ». Du côté d'Hyon, la pé-

riode compliquée se poursuit pour le promu qui enchaîne une seconde défaite consécutive. « Nous avons beaucoup d'absents et beaucoup de joueurs n'étaient pas leur niveau habituel. De ce fait, collectivement nous ne pouvions rien prétendre face aux vagues incessantes de Neufvilles. On sait très bien que les week-ends vont être compliqués mais on sait comment on doit se sauver on ne s'inquiète pas par rapport à cela », rapporte Jérôme De Nève, le coach d'Hyon. ■

LE SOIR

A l'ONE, des pistes d'économies mettent le secteur de l'enfance sous tension

Une note interne de l'ONE passe au crible les économies possibles dans l'ensemble des métiers de l'Office. Aucun scénario n'est validé, insiste le cabinet de la ministre de l'Enfance, qui promet de maintenir les budgets de plusieurs secteurs. Mais le document a mis le feu aux poudres.

JULIE HUON

Ça chauffe à l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE). Une note interne consacrée aux économies possibles circule dans le secteur et fait sérieusement grimper la température. Accueil extrascolaire, équipes SOS Enfants, santé à l'école, milieux d'accueil de la petite enfance... L'administration a passé ces différents métiers au crible pour dresser un inventaire des réductions de coûts envisageables.

Attention : il ne s'agit ni d'un plan d'économies décidé par l'ONE ni, encore moins, de mesures validées par le gouvernement. La note constitue un document de travail interne, recensant donc les leviers budgétaires possibles.



Cette note
« absolun
pas valide
le gouvern

Valérie Lescre

Mais ces pistes ont suffisamment alarmé le conseil d'avis de l'ONE – cet organe consultatif qui rassemble des représentants des secteurs de l'enfance, des familles et des partenaires de l'Office – pour qu'il rende, le 25 août, un avis que *Le Soir* a pu consulter. Et celui-ci ne fait pas dans la dentelle. Il rapporte « l'émoi » suscité par les mesures envisagées, égrenant les mots qui remontent du terrain : « Effarement, étranglement des secteurs, incohérence, trahison, choc, détricotage, destruction... » Et prévient : nombre d'entre elles constitueraient, si elles étaient retenues, des « reculs inacceptables », susceptibles de nuire à l'accessibilité et à la qualité des services destinés aux enfants et aux familles.

(Les Engagés)
Ministre de l'Enfance



De l'extrascolaire à SOS Enfants

Que trouve-t-on dans cet inventaire ? Que l'accueil temps libre (ATL), qui couvre entre autres la prise en charge des enfants en dehors des heures de classe, figure en bonne place parmi les secteurs touchés. Sont notamment visés les financements de l'accueil flexible (AES2), destiné aux familles dont les parents travaillent tôt le matin ou tard le soir. Si ces structures ne peuvent plus maintenir ce type de service, certains parents pourraient, faute d'alternative, voir leur propre activité professionnelle mise en péril.

L'inventaire envisage également la suppression des coordinations ATL et de leur plateforme. Or celles-ci structurent et accompagnent l'offre locale depuis plus de vingt ans. Des dispositifs comme Jump et PAD, notamment actifs durant les vacances scolaires, sont eux aussi cités.

Autre hypothèse particulièrement sensible : une diminution de 5 % des subsides accordés aux équipes SOS Enfants, qui interviennent dans la prévention et la prise en charge de la maltraitance. Selon le conseil d'avis, cette réduction correspondrait dans les faits à « l'arrêt d'une équipe SOS active sur une partie du territoire de la Fédération Wallonie-Bruxelles ». Une perspective qu'il juge d'autant plus préoccupante dans un contexte de précarité, de stress familial et de difficultés de santé mentale croissantes.

La petite enfance n'échappe pas à l'exercice. L'avis mentionne l'abandon possible des subventions « éco-crèches », qui constituent actuellement les seules subventions de l'ONE destinées aux frais de fonctionnement des milieux d'accueil. Elles permettent par exemple l'achat de matériel pédagogique ou contribuent au coût d'une alimentation saine. Une petite ligne budgétaire en apparence, mais devenue



*Cette note n'est
« absolument
pas validée par
le gouvernement »*

Valérie Lescrenier

(Les Engagés)

Ministre de l'Enfance

”

structurelle pour certaines crèches.

Sont encore visés le dépistage néonatal, la promotion de la santé à l'école (PSE), la vaccination ou la formation continue. Plusieurs de ces mesures toucheraient directement la première ligne, soit les services directe-

ment en contact avec les enfants et les familles, avec un risque d'en réduire l'accessibilité, particulièrement pour les publics les plus fragilisés.

Sur certaines de ces pistes, le conseil reconnaît toutefois lui-même disposer de trop peu d'informations pour en mesurer précisément les conséquences.

« Absolument pas validée »

Pourquoi un inventaire aussi large ? L'ONE doit, comme les autres organismes de la Fédération Wallonie-Bruxelles, contribuer à l'effort budgétaire. Dans son cas, 4,2 millions d'euros d'économies sont à trou-

ver. Mais l'exercice réalisé par l'administration va plus loin : il recense largement les économies possibles afin d'atteindre cet objectif, tout en cherchant à dégager des marges pour de nouvelles politiques dans le cadre du prochain contrat de gestion 2027-2031.

C'est donc précisément l'ampleur de cet inventaire qui crispe le secteur.



*e n'est
nent
ée par
nement »*

nier

NICE

« Le simple fait que ces pistes soient désormais mises sur la table inquiète. Car si elles sont envisagées, c'est qu'elles sont désormais considérées comme possibles. C'est un peu la fenêtre d'Overton : des choses qui n'étaient jusqu'ici même pas nommées le sont désormais », résume-t-on en coulisses.

Du côté de la ministre de l'Enfance Valérie Lescrenier (Les Engagés), on calme le jeu. Son cabinet confirme l'existence de cette note interne, mais insiste : elle n'est « absolument pas validée par le gouvernement ». Les discussions autour du prochain contrat de gestion de l'ONE sont toujours en cours et aucun arbitrage ne peut donc être déduit de cet inventaire.

La ministre réaffirme au contraire « fermement » sa volonté de « soutenir le secteur » et de « maintenir les budgets, notamment ceux consacrés à la promotion de la santé à l'école et à l'accueil temps libre ».

De quoi rassurer ? Pas encore complètement. « Ce sont ces signaux contradictoires qui nourrissent l'inquiétude : d'un côté, des assurances politiques ; de l'autre, un inventaire administratif qui balaie pratiquement tous les métiers de l'ONE », nous explique une source proche du dossier. Dans sa note, le conseil d'avis pose d'ailleurs la question sans détour : « La volonté politique est-elle de restreindre le périmètre d'action de l'Office ? » Au risque de « saper en quelques mois plus d'un quart de siècle » de renforcement de la qualité des politiques de l'enfance ?

A ce stade, la réponse du gouvernement est non. Mais dans un secteur déjà sous pression, l'apparition de ces lourds scénarios budgétaires aura suffi à faire monter la colère.

Budget fédéral : combien de milliards faut-il trouver et comment ? Les solutions de l'opposition

Le mois de septembre sera occupé, jusqu'à mi-octobre, par les discussions budgétaires. Le gouvernement Arizona cherche 10 milliards d'euros. Qu'en pense l'opposition ? PS, PTB, Ecolo et Défi nous soumettent leurs propositions pour trouver jusqu'à 17 milliards.

DOSSIER

MARTINE DUBUISSON
ALEXANDRE NOPPE
STÉPHANE VANDE VELDE

Le gouvernement fédéral fait sa rentrée cette semaine (un conseil des ministres électronique est prévu vendredi, parce que le Premier ministre sera en Inde les 3 et 4 septembre) et il sera rapidement happé par « le » dossier de l'automne : le budget. Les réunions préparatoires et bilatérales vont débiter et, la dernière semaine de septembre, s'ouvrira le conclave budgétaire proprement dit.

Objectif des principaux ministres réunis en kern : trouver 10 milliards d'euros à l'horizon 2029. Et ce, pour la deuxième semaine d'octobre au plus tard (si le calendrier est bien respecté cette année).

Chacun des cinq partis de la majorité (N-VA, MR, Les Engagés, CD&V, Vooruit) viendra avec ses priorités et ses tabous – même si ceux-ci devront être dépassés pour arriver au compromis. Et la hausse de la TVA, la taxation du patrimoine/des riches, les économies dans les dépenses publiques, la réforme du statut BIM, la hausse du ticket modérateur ou du prix des médicaments seront plus que probablement sur la table.

Dans l'opposition, PS, PTB, Ecolo et Défi regarderont ça de l'extérieur. Mais cela ne veut pas dire qu'ils n'ont pas leurs propres idées sur le nombre de milliards à économiser ou à faire rentrer dans les caisses de l'Etat, et sur la manière d'y arriver. Nous leur avons donc demandé à chacun leurs propositions.

Sachant qu'ils se situent majoritairement à gauche de l'échiquier politique et que leurs recettes s'opposent assez largement à celles envisagées à ce stade par la plupart des formations gouvernementales.

Entre 9 et 17 milliards

Le PS propose ainsi des solutions permettant de dégager 17 milliards en recettes ou économies, pour « augmenter les salaires et mieux partager les richesses », partant du postulat que « nous avons davantage un problème de recettes trop faibles que de dépenses trop élevées en Belgique ». Le PTB estime également qu'il faut des mesures à hauteur de 17 milliards « au moins », car « il y a énormément de besoins dans la société, et donc un grand besoin d'investissements. Nous devons à la fois remettre le budget en ordre et dégager des marges pour investir dans les besoins sociaux et écologiques ». Les deux partis partagent d'ailleurs largement les moyens d'y arriver.

Écolo regrette que ce soient « surtout les travailleurs qui financent l'Etat, tandis que de nombreuses niches fiscales profitent aux revenus les plus élevés ». Les verts chiffrent déjà 9 milliards d'économies possibles et proposent leurs solutions pour investir 6,5 milliards dans « l'urgence climatique ». Quant à Défi, qui reste aussi dans le cadre des 10 milliards chiffrés par le fédéral, il ambitionne de les trouver « sans casser le pays ». Il en appelle ainsi à une « troisième voie », entre « ceux qui veulent plus d'impôts et ceux qui veulent moins d'Etat », en allant chercher l'argent « là où il se trouve déjà, en faisant de l'Etat un percepteur et un gestionnaire plus efficace ».

Taxer les grandes fortunes, réduire les dépenses militaires ainsi que les subsides aux entreprises reviennent parmi les solutions les plus citées par les quatre partis francophones d'opposition. Voyons cela en détail.

PS

Taxer les surprofits et les très grandes fortunes, réduire les dépenses en Défense et les primes aux entreprises

Le point de départ des socialistes, c'est que « nous avons davantage un problème de recettes trop faibles que de dépenses trop élevées en Belgique. Les risques de récession deviennent par ailleurs réels à force de couper sans investir ». Ils veulent donc « augmenter les salaires sans endetter l'Etat ». Concrètement, pour y arriver, le PS se tourne d'abord vers les « près de 163 milliards d'euros de bénéfices réalisés par les entreprises belges en 2024 ». Il argumente : « 163 milliards, c'est 40 fois les économies faites sur le dos des pensionnés. En prenant un tout petit peu de ce montant, cela permettrait déjà d'augmenter les salaires d'environ 100 euros net par mois. De rendre du souffle face à l'augmentation du coût

de la vie. Augmenter les salaires, c'est bon pour les travailleurs, c'est bon pour l'économie et c'est bon le budget de l'Etat. » Il chiffre : « Une hausse des salaires de 1 % par an générerait 4 milliards de recettes supplémentaires. » Ensuite, le parti de Paul Magnette veut « mieux partager les richesses pour que chacun vive bien ». Estimant qu'« aujourd'hui, tout le monde fait des efforts... sauf ceux qui peuvent le plus contribuer, c'est le monde à l'envers », les rouges veulent donc, d'une part, « récupérer les superprofits, en particulier dans les secteurs bancaire et énergétique, qui bénéficient toujours largement des crises récentes ». Ici, ils chiffrent à « plus de 2 millions de surprofits par jour en Belgique rien que sur l'essence et le diesel suite au conflit en Iran », pour en conclure : « C'est indécent, cela doit revenir aux gens ! On l'a fait en 2022 lors de la crise suite à la guerre en Ukraine. On peut le faire à nouveau : plus ou moins 2 milliards dans les secteurs bancaire et de l'énergie. » Le parti a déposé des propositions de loi en la matière.

D'autre part, le PS qualifie de « juste normal » le fait « de faire contribuer davantage les très grandes fortunes et les multinationales à la hauteur de ce qu'elles gagnent. Ce n'est ni déplacé ni radical. Et cela ramènerait des milliards pour les soins de santé, les écoles, les pompiers, les policiers, les transports en commun... » Ici, le PS voit la possibilité de dégager quelque 6 milliards grâce à trois taxes : fortunes, plus-values, comptes-titres (une proposition de loi a également été déposée au Parlement). Les socialistes veulent aussi « réduire une partie des dépenses de Défense », à hauteur de 3 milliards (le président Paul Magnette a plutôt cité le chiffre 2 milliards lors du « Family Day » du PS à Durbuy ce dimanche). Et prévoir « des primes plus strictes pour les entreprises, parce qu'il y a beaucoup d'effets d'au-baines dans ces primes », ce qui rapporterait 2 milliards selon eux.

Ecolo

Réorienter les subsides aux énergies fossiles et certaines dépenses militaires

En préambule, les écologistes tiennent également à remettre en cause les choix gouvernementaux. « Réaliser 10 milliards d'euros d'économies n'est pas un projet politique », attaquent-ils : « c'est le résultat des choix du gouvernement fédéral. La vraie question est de savoir où chercher l'argent public et comment le dépenser. » Et ils regrettent : « Aujourd'hui, ce sont surtout les travailleurs qui financent l'Etat, tandis que de nombreuses niches fiscales profitent aux revenus les plus élevés. La baisse d'impôt annoncée risque pourtant d'aggraver le déficit. Elle aurait pu être financée plus justement, en traitant tous les revenus selon les mêmes règles et en faisant davantage contribuer les détenteurs de capital : les exonérations d'impôts et de cotisations sociales sur le travail d'étudiant et les flexi-jobs coûtent plus d'un milliard chaque année par exemple. » Le parti de Marie-Coline Leroy et Gilles Vanden Burre en vient alors à ses solutions. « Notre pays consacre plus de 15 milliards d'euros par an au soutien des énergies fossiles : on peut aller rechercher 3 milliards à court terme. Le budget de la Défense est passé de 6 à 20 milliards en deux ans : sans véritable débat sur ce qu'il faudra sacrifier ailleurs. On peut aller rechercher 5 milliards à la Défense si on limite la hausse du budget à 15 milliards. Ce sont ces choix qu'il faut réévaluer, pas les pensions, les hôpitaux, la protection sociale ou les services aux citoyens. »

Ecolo, qui organisait son Festival de l'écologie politique ce week-end où il l'a également répété, propose un autre axe fort : « déclarer l'urgence climatique et investir annuellement 1 % du PIB, soit 6,5 milliards d'euros, pour protéger les Belges contre les catastrophes, décarboner le pays, adapter chaque budget aux risques et renforcer les services publics. » Pour cela, il irait chercher « les 2 milliards de recettes du marché carbone bloqué sur un compte ; le 1,7 milliard conditionné au dépôt d'un plan social climat, qu'on attend depuis plus d'un an ; le solde pourrait être mobilisé par la BCE pour encourager les Etats à investir dans la transition : c'est un choix politique. » Devant ses militants au domaine de Massembe, Ecolo a par ailleurs insisté encore sur deux priorités politiques à intégrer immédiatement : la mise en œuvre d'un plan incendie et d'un plan fraîcheur national décliné dans chaque commune.

Défi

Prévention santé, parquet financier, subsides aux entreprises, taxation

Pour le parti amarante, le préambule est clair : « Il est possible de trouver 10 milliards d'euros sans casser le pays. » Ce que le député fédéral François De Smet appelle une « troisième voie », entre « ceux qui veulent plus d'impôts et ceux qui veulent moins d'Etat ». L'objectif de Défi est dès lors d'aller chercher l'argent « là où il se trouve déjà, en faisant de l'Etat un percepteur et un gestionnaire plus efficace ».

Comment, concrètement ? Pour atteindre les 10 milliards fixés par l'Arizona, le parti de Sophie Rohonyi imagine quatre piliers. Le premier concerne un « pacte national de prévention », chiffré à 2,15 milliards d'euros cumulés, qui doit permettre de « soigner aussi bien en dépensant mieux ». Concrètement, analyse Défi, la Belgique souffrirait d'un manque de culture de la prévention, en y consacrant seulement 1,8 % de ses dépenses de

santé (la moyenne de l'Union européenne est de 4 %). Il propose donc de refédéraliser la prévention et la promotion de la santé, ou à défaut, de créer par accord de coopération une structure interfédérale unique, qui permettra de confier la prévention à celui qui en tire les bénéfices : le fédéral. Grâce à cette politique de prévention mieux outillée et plus proactive, les centristes estiment que le bénéfice humain se chiffrerait entre 3.800 et 6.400 décès évités chaque année, ainsi que 50.000 malades de longue durée en moins. Le gain financier serait donc réalisé par toutes les prestations de santé non réalisées.

Le deuxième pilier concerne la perception des recettes. Défi veut « un parquet national financier ambitieux », une lutte contre la fraude sociale ainsi qu'un meilleur recouvrement de l'impôt des sociétés, sans augmenter le taux, mais en percevant effectivement les montants attendus. Total : 3 milliards d'euros de rentrées potentielles.

Ensuite, Défi veut s'attaquer à la gestion des dépenses de l'Etat. Une rationalisation des subsides aux entreprises (avec les énergies fossiles dans le viseur), une optimisation des achats publics (avec une professionnalisation des processus) et un peu plus d'efficacité administrative (sans licenciements) devraient rapporter ainsi 2 milliards d'ici la fin de la législature. Et le quatrième pilier de Défi consiste à élargir l'assiette fiscale, sans augmenter de taux. Pour 2,8 milliards d'euros au total, le parti propose de soumettre certaines rémunérations alternatives à l'ONSS (voitures-salaire, avantages de toute nature). Il ajoute aussi les actions nominatives à la taxe compte-titres, pour mieux toucher certaines personnes qui échappent aujourd'hui à la mesure. Le parti précise que tous ces calculs, par souci de réalisme, ont été validés par des experts et académiques proches du parti, et prennent en général la « fourchette basse » des estimations.

PTB

Taxer les riches et les multinationales, réduire les dépenses militaires et les subsides aux entreprises

Avant de proposer ses recettes, le PTB fait le procès de l'Arizona : « Le gouvernement prétend vouloir réduire le déficit, mais ce sont ses propres choix qui contribuent à le creuser. D'un côté, il assèche les recettes de la sécurité sociale. Le tax shift du gouvernement Michel-De Wever a massivement réduit les cotisations patronales : le manque à gagner atteint aujourd'hui 8 milliards d'euros par an. Et ensuite, on vient nous expliquer qu'il n'y aurait plus assez d'argent pour financer les pensions et la sécurité sociale. De l'autre côté, le gouvernement fait exploser les dépenses militaires. On passe d'environ 8 milliards d'euros à près de 13 milliards d'euros par an pour atteindre les 2 % du PIB : près de 5 milliards supplémentaires. L'argent coule à flots pour des armes inutiles comme des F-35 et des

frigates. Enfin, il refuse toujours de faire contribuer réellement les grands millionnaires et les multinationales. » Et le PTB dénonce le fait que, dans la foulée, « le gouvernement utilise le déficit pour justifier de nouvelles attaques contre les pensions, les salaires, les malades et les services publics. C'est le pompiier pyromane : il alimente le feu et présente ensuite l'austérité comme le seul moyen de l'éteindre. Pire : cette austérité va encore aggraver le problème. En comprimant le pouvoir d'achat, la consommation et les investissements publics, elle freine l'activité économique. Moins de croissance, c'est aussi moins de recettes fiscales et sociales. On entre alors dans un cercle vicieux : austérité, croissance plus faible, moins de recettes, nouveaux déficits et nouvelle austérité. »

Voilà pour l'analyse communiste. Le parti de Raoul Hedebouw veut dès lors, « sortir de cette logique ». Comment ? En

faisant « contribuer les grandes fortunes et les multinationales », en remettant « en cause les cadeaux fiscaux inefficaces et les dépenses militaires inutiles » et en investissant « dans ce qui prépare réellement l'avenir : l'énergie de demain, notre industrie, les services publics et la transition écologique ». Concrètement, le PTB propose « une authentique taxe des millionnaires visant les 1 % les plus riches, ce qui rapporterait », dit-il, « 8 milliards d'euros ». Mais aussi de : « supprimer des niches fiscales dont profitent les super-riches et les multinationales », ce qui amènerait 2 milliards ; « réduire les dépenses militaires : 4 milliards » ; et procéder à « une évaluation critique des subsides salariaux accordés aux entreprises : 3 milliards ». Soit au total 17 milliards... « au moins », car le PTB estime qu'il faut « à la fois remettre le budget en ordre et dégager des marges pour investir dans les besoins sociaux et écologiques ».

La Libre BELGIQUE

La fiscalité, le cœur de la bataille politique et budgétaire qui s'annonce au fédéral

■ Le gouvernement De Wever doit trouver 10 milliards d'euros supplémentaires d'ici à la fin de la législature. Un test majeur – et dangereux – pour la stabilité de la majorité Arizona.

Benjamin Franklin, l'un des pères fondateurs des États-Unis, avait eu cette formule: *“En ce monde rien n'est certain, à part la mort et les impôts”*... Derrière ce trait d'ironie, il suggérerait que, parmi les prérogatives auxquelles l'État moderne ne peut renoncer, figure sa capacité à solliciter les contribuables. Transpo-

sée à la Belgique de 2026, la formule n'a rien perdu de son actualité.

Le gouvernement De Wever s'apprête à affronter sa plus rude épreuve politique: trouver 10 milliards d'euros supplémentaires d'ici à la fin de la législature. Ce nouveau tour de vis devrait en partie passer par les impôts. Hausse générale de la TVA?

Nouvelles ponctions dans le portefeuille des investisseurs? L'accord de majorité prévoit qu'un peu plus de 10% de l'effort budgétaire à venir devra être trouvé du côté des recettes. Le niveau d'imposition est pourtant déjà élevé dans notre pays. *“La seule chose qu'on ne taxe pas encore en Belgique, c'est l'air que l'on respire”*, déplorait récemment –

dans *Trends Tendances* – Pieter Timmermans, le “patron des patrons” à la tête de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB)...

Un certain fatalisme

Le fait que la coalition au pouvoir soit composée notamment de la N-VA et du MR, deux partis de droite et aux convictions libérales, ne semble pouvoir rien y changer. “Il a un accord de gouvernement et je pense qu’il est bon de le rappeler”, confie avec fatalisme un poids lourd du MR. Qui rappelle également la limite à ne pas franchir: “Cet accord prévoit qu’une neuvième des efforts se fera en recettes.”

Une source flamande partage cette lecture du long conclave budgétaire qui s’annonce: “Selon l’accord de gouvernement, il faudra trouver environ 1,5 milliard par les impôts. Georges-Louis Bouchez sait qu’il devra respecter cette règle, même si tout le monde sait aussi que l’on va passer par des crises énormes dans ces discussions. Des partis de la majorité quitteront la table. Mais, à la fin, on trouvera un deal. Et je ne vois pas comment on va y arriver sans une augmentation de la TVA...”

ménages aux revenus plus modestes.

À cette difficulté s’ajoute une autre: la situation politique du MR. En recul dans les sondages, concurrencés par Les Engagés, leurs partenaires de gouvernement, les libéraux francophones pourraient durcir leur position face à toute mesure touchant les ménages. De même, après avoir laissé passer, lors de la formation du gouvernement, la taxe sur les plus-values et le doublement de la taxe sur les comptes-titres, on voit mal Georges-Louis Bouchez accepter la taxe progressive sur le patrimoine financier (à partir de 500 000 euros) proposée cet été par Yvan Verougstraete, le président du parti centriste.

Dans la bataille fiscale qui s’annonce, la N-VA ne constitue plus nécessairement

“Tout le monde sait que l’on va passer par des crises énormes dans ces discussions. Mais, à la fin, on trouvera un deal. Et je ne vois pas comment on va y arriver sans une augmentation de la TVA...”

Une source fédérale

un allié du MR. Installé au “16”, Bart De Wever doit désormais assumer le prix de la fonction: rechercher les compromis au sein de sa coalition, puis les défendre en mettant de côté sa propre idéologie. Le Premier ministre semble en outre concentré sur un objectif cardinal pour cette législature: ramener les finances publiques à l’équilibre, conformément à l’une

La perspective de recourir au levier des taxes sur la consommation avait déjà causé une grave crise l'année dernière. Faute d'accord sur le budget 2026, le fédéral avait démarré l'année en régime de douzièmes provisoires, c'est-à-dire, faute de mieux, la reproduction, mois par mois, du budget de l'année précédente. À l'origine de ce contretemps: la fronde du président du MR, Georges-Louis Bouchez, face au projet initial de hausse générale de la TVA et de saut d'index. Finalement, l'Arizona était parvenue à un compromis boiteux, qualifié de "*chameau qui pue*" par le Premier ministre Bart De Wever (N-VA) lui-même....

La "droite populaire" à l'œuvre ?

La même mécanique pourrait se mettre en marche lors du prochain conclave si, comme on le pressent, une hausse de TVA devait être inscrite à l'agenda des discussions. Fidèle à sa ligne de "droite populaire", le président du MR sera tenté de s'y opposer. Car ce type d'impôt a ceci de politiquement explosif qu'il frappe davantage, en termes relatifs, les

de ses promesses de campagne.

Le MR pourrait-il "débrancher la prise" ?

Les nationalistes flamands pourraient dès lors laisser le MR monter seul au front face aux propositions de "l'axe du centre" de la majorité fédérale, formé par Les Engagés, le CD & V et Vooruit. Dans les coulisses fédérales, une question commence donc à circuler: face à des partenaires de majorité décidés à lui "tordre le bras" sur la fiscalité, le MR pourrait-il aller jusqu'à faire tomber le gouvernement ?

Certes, Georges-Louis Bouchez traîne une réputation de politicien "disruptif". Mais la probabilité d'un coup de sang demeure faible. Grâce à l'Arizona, le MR a pu mettre en œuvre une part substantielle de son programme, quitte à consentir à quelques sacrifices politiques. Et, en cas de chute du gouvernement De Wever, le président du MR sait parfaitement ce que ce scénario pourrait provoquer: ouvrir la voie au retour au pouvoir de la gauche francophone...

Frédéric Chardon



Fin de l'été pour les sonégiens avec "Senne en éclats« par Léna Gheys

<https://www.antennecentre.tv/actu/fin-de-lete-pour-les-sonegiens-avec-senne-en-eclats/29600>

Ecaussinnes : 1000 personnes pour dire non à la THT par **Barbara Maton**

<https://www.antennecentre.tv/actu/ecaussinnes-1000-personnes-pour-dire-non-la-tht/29598>